



Assemblée générale

Distr. générale
23 février 2006
Français
Original: anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Bermudes

Document de travail établi par le Secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Généralités	1–3	3
II. Situation constitutionnelle, politique et juridique	4–10	3
III. Budget	11–13	5
IV. Situation économique	14–27	5
A. Généralités	14–16	5
B. Services financiers	17–20	6
C. Tourisme	21–22	7
D. Bâtiment	23–24	7
E. Transports et communications	25–27	8
V. Questions militaires	28–29	8
VI. Situation sociale	30–42	9
A. Généralités	30	9
B. Emploi	31–32	9
C. Éducation	33–34	9
D. Santé	35–38	10
E. Droits de l'homme et questions connexes	39	10
F. Criminalité	40–41	11



G. Environnement	42	11
VII. Relations avec les organisations et mécanismes internationaux	43	12
VIII. Statut politique futur du territoire	44–60	12
A. Position de la Puissance administrante	52–56	14
B. Examen de la question par l’Organisation des Nations Unies	57–60	16

I. Généralités

1. Les Bermudes¹ sont situées dans la partie occidentale de l'océan Atlantique, à 917 kilomètres environ à l'est des côtes de la Caroline du Nord (États-Unis d'Amérique). Leur territoire se compose de 8 îles principales et de 130 autres de plus petite taille. Great Island, aussi appelée Main Island, est la plus grande. Hamilton, la capitale, et St. George sont les deux villes les plus importantes.

2. Découvertes par le navigateur espagnol Juan de Bermúdez en 1505, les Bermudes ont célébré leur cinq centième anniversaire en 2005². C'est en 1609 que les îles ont été colonisées par un groupe de colons anglais et en 1610 que les premiers esclaves ont été amenés aux Bermudes pour travailler dans les exploitations agricoles et pêcher des perles. Le Parlement s'est réuni pour la première fois en 1620 après que la Couronne eut octroyé à la colonie un certain degré d'autonomie. En 1968, les Bermudes ont obtenu l'autonomie interne et se sont dotées d'une nouvelle Constitution. Un référendum sur la question de l'indépendance a été organisé en 1995. Le taux de participation a été de 58,8 %, ce qui est peu élevé pour les Bermudes, et 73,6 % des votants se sont prononcés contre l'indépendance. Le parti de l'opposition de l'époque a alors organisé un boycottage du référendum parmi les partisans de l'indépendance, affirmant que la question se devait d'être réglée par des élections générales. Les débats qui se poursuivent sur le statut des Bermudes sont décrits en détail aux sections II et VIII du présent rapport.

3. D'après le dernier recensement effectué en 2000, la population des Bermudes est de 62 059 habitants, dont 55 % de Noirs, 34 % de Blancs et 11 % de métis ou de personnes d'autres origines raciales. Le nombre de résidents nés à l'étranger représente environ 28 % de la population³. La densité de population est très élevée (environ 1 180 habitants par km²). Les Bermudes figurent également sur la liste des pays qui comptent la plus forte densité urbaine, la totalité de la population résidant en effet en zone urbaine. D'après des projections récentes, les Bermudes compteront en 2030 plus de 74 000 habitants et la densité de leur population sera d'environ 1 380 personnes par kilomètre carré⁴. La citoyenneté bermudienne est automatiquement accordée aux enfants nés aux Bermudes, sauf lorsque aucun des deux parents n'est Bermudien de naissance ou par naturalisation. La loi sur les territoires britanniques d'outre-mer, entrée en vigueur en 2002, octroie la nationalité britannique aux citoyens de ces territoires, dont les Bermudiens. En vertu de cette loi, les citoyens des Bermudes peuvent obtenir un passeport britannique et travailler dans les pays membres de l'Union européenne.

II. Situation constitutionnelle, politique et juridique

4. Les Bermudes sont un territoire non autonome administré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La Constitution des Bermudes, adoptée en 1968 et modifiée en 1973, 1979, 1989, 2001 et 2003, contient des dispositions sur la protection des droits de l'homme et des libertés individuelles. Le Gouverneur est nommé par la Reine et le Gouvernement du Royaume-Uni, après consultation avec le Premier Ministre. Il est responsable de la défense, des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la police. Le Gouverneur des Bermudes actuellement en poste, John Vereker, est entré en fonctions en avril 2002.

5. Les Bermudes ont un régime parlementaire. Le Gouvernement comprend un gouverneur, un vice-gouverneur, un « cabinet » et un parlement bicaméral composé de l'Assemblée, qui compte 36 membres élus au suffrage direct pour un mandat de cinq ans, et du Sénat, qui compte 11 membres désignés de la façon suivante : le Gouverneur nomme cinq membres sur recommandation du Premier Ministre, trois sur recommandation du chef de l'opposition et trois à sa discrétion. Le Premier Ministre est investi de la confiance de la majorité des membres de l'Assemblée et préside un cabinet comprenant au maximum 14 membres issus de la législature.

6. Le système juridique des Bermudes repose sur la *common law* et les principes de l'*equity* anglais, sur le droit écrit anglais (en vigueur depuis 1612) et sur les lois adoptées depuis par le Parlement des Bermudes. L'appareil judiciaire est indépendant du Gouvernement et ses membres ne sont pas élus mais nommés sur le conseil du Juge en chef. Il existe trois instances : le Tribunal d'instance, la Cour suprême et la Cour d'appel.

7. Le territoire compte trois principaux partis politiques : le Progressive Labour Party (PLP), premier parti créé en 1963 par la population noire des Bermudes, qui souhaitait être représentée et accéder au pouvoir dans un système politique et économique contrôlé par les blancs; le United Bermuda Party (UBP), créé en 1964 par la population blanche opposée aux politiques prônées par le PLP; et le National Liberal Party (NLP), qui mène une politique centriste.

8. Lors des élections générales de 1998, le PLP a devancé l'UBP et accédé au pouvoir pour la première fois depuis la création du système des partis 35 ans plus tôt. Le PLP a obtenu un deuxième mandat de cinq ans en 2003. Il dispose à présent de 22 sièges à l'Assemblée. L'UBP détient les 14 sièges restants. Le Premier Ministre est Alexander Scott. Les prochaines élections auront lieu en août 2008.

9. Dans une large mesure, les partisans des différents partis, ainsi que les partisans et les opposants à l'indépendance, restent divisés selon le clivage racial qui existe aux Bermudes (voir A/AC.109/2005/19). Le parti au pouvoir, le PLP, compte un électorat majoritairement noir et souhaite que la question de l'indépendance soit réglée dans le cadre d'élections, tandis que le parti de l'opposition, l'UBP, est partisan du recours à un référendum. Le tout premier Premier Ministre du PLP, Jennifer Smith (au pouvoir de 1998 à 2003), avait choisi de ne pas faire de la question de l'indépendance une priorité. Cependant, les dirigeants actuels du parti ont décidé que l'indépendance constituerait une question d'orientation générale de premier plan, qui a, pendant toute l'année 2005, continué de faire l'objet de débats politiques. La Commission pour l'indépendance des Bermudes, créée en décembre 2004, a poursuivi ses travaux en 2005 et a publié un rapport officiel en août 2005⁵. Des précisions à ce sujet sont données à la section VIII ci-après.

10. En mars et en mai 2005, une mission spéciale des Nations Unies du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux s'est rendue aux Bermudes à l'invitation de la Commission pour l'indépendance des Bermudes et avec l'assentiment de la Puissance administrante. On trouvera ci-après au paragraphe 57 du présent rapport un résumé des activités et des conclusions de la mission. Le rapport de la mission a été publié sous la cote A/AC.109/2005/19.

III. Budget

11. Le Ministre des finances a présenté en février 2005 le budget des Bermudes pour l'exercice 2005-2006⁶. Il a été noté lors de la présentation que les perspectives économiques pour l'année 2005 étaient favorables et que le produit intérieur brut (PIB) des Bermudes devrait, selon les prévisions, enregistrer une hausse de l'ordre de 2,5 à 3 %. Il a toutefois également été indiqué que l'accent serait mis, dans le cadre du budget pour l'exercice 2005-2006, sur un « programme social », visant à promouvoir l'équité en ce qui concerne l'offre, la facilité d'accès et la qualité des services publics, au moyen de projets menés dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement et de l'emploi afin de combler l'écart entre les milieux privilégiés et les milieux défavorisés aux Bermudes.

12. D'après les estimations de la déclaration budgétaire, le Gouvernement devrait percevoir des recettes d'un montant total de 750 millions de dollars en 2005-2006, soit environ 1,5 % de plus que les recettes de l'année précédente dont le montant estimatif s'élevait, après révision, à 738 millions de dollars. Selon la Puissance administrante, en septembre 2005, les recettes dépassaient de 9 % le montant initialement prévu. Le montant élevé des recettes provenant des droits de douane, des droits de timbre et de l'impôt sur les salaires ainsi que le caractère stable des redevances payées par les sociétés internationales devraient contribuer à compenser la réduction des taxes perçues sur les passagers et des taxes de séjour hôtelier due à la diminution du nombre de touristes arrivés par avion.

13. Le montant total des prévisions de dépenses pour l'exercice 2005-2006 se chiffre à 711 millions de dollars, soit une hausse de 51 millions par rapport à l'année précédente. D'après la Puissance administrante, les dépenses pourraient atteindre 715 millions de dollars du fait de demandes de crédits budgétaires supplémentaires. En raison du report de certains projets d'investissement, le Gouvernement estime que les dépenses d'investissement seront inférieures au montant initialement prévu de 137 millions de dollars. Du fait de la révision de ces dépenses et de l'accroissement prévu des recettes, le Gouvernement ne devra emprunter pendant l'exercice 2005-2006 qu'environ 52 millions de dollars, au lieu des quelque 98 millions de dollars initialement prévus.

IV. Situation économique

A. Généralités

14. Le PIB par habitant des Bermudes, qui s'élève à 53 400 dollars, est l'un des plus élevés du monde. Néanmoins, en raison du coût élevé de la vie, le territoire ne se classe qu'au neuvième rang pour le pouvoir d'achat. En septembre 2005, le taux global d'inflation sur 12 mois s'élevait à 2,8 % après avoir atteint en début d'année 4,1 %. La bonne santé économique des Bermudes se traduit cependant pour ses habitants par une prospérité croissante. D'après l'enquête sur les dépenses des ménages réalisée en septembre 2005, le revenu moyen des ménages s'est élevé à 106 233 dollars en 2004, soit une hausse de 62 % par rapport à 1993. Il était également fait mention dans cette enquête d'une hausse importante du taux d'accession à la propriété du logement, lequel a atteint en 2004 51 %, par rapport à 43 % en 1993.

15. Les services financiers, les affaires internationales et le tourisme constituent les principaux secteurs économiques des Bermudes et représentent l'essentiel des recettes en devises du territoire. L'ouverture de ce dernier à l'économie mondiale et ses liens étroits avec l'économie des États-Unis déterminent dans une large mesure l'évolution de sa croissance économique. D'après le rapport de Standard & Poor's d'octobre 2005, le faible niveau de la dette publique, la position de créancier net du territoire et le dynamisme de son secteur d'affaires internationales sont les principaux facteurs expliquant la bonne santé économique des Bermudes. Il est cependant également noté dans ce rapport que du fait de la taille restreinte, de l'ouverture et de la faible diversification de son économie, le territoire est à la merci de facteurs extérieurs, tels que les récessions économiques mondiales ou l'évolution des cadres fiscaux et réglementaires. Malgré ces risques, Standard & Poor's a attribué aux Bermudes la note souveraine « AA », assortie de perspectives stables.

16. D'après les informations fournies par la Puissance administrante, le secteur extérieur de l'économie a donné des résultats encourageants au premier semestre de l'année en cours. Pendant les deux premiers trimestres de l'année 2005, la balance des paiements des Bermudes a enregistré un excédent du compte courant de 106 millions de dollars, ce qui, par rapport à l'excédent de 78 millions de dollars obtenu pendant les deux premiers trimestres de l'année 2004, représente une hausse de 3,6 %. Les dépenses sont passées de 980 millions de dollars au cours des deux premiers trimestres de l'année 2004 à 990 millions pendant la même période de l'année 2005, soit une augmentation de 1 %. Les recettes sont passées de 1 milliard 58 millions de dollars au premier semestre de l'année 2004 à 1 milliard 96 millions au premier semestre 2005, soit une hausse de 3,6 %.

B. Services financiers

17. Les Bermudes sont l'un des principaux centres financiers et commerciaux offshore de la planète et se classent aux premiers rangs mondiaux du secteur de l'assurance et de la réassurance à grande échelle. D'après la Puissance administrante, le secteur bermudien du commerce international poursuit sa croissance. Pendant les neuf premiers mois de l'année 2005, 839 nouvelles sociétés et nouveaux partenariats internationaux ont été immatriculés aux Bermudes. À la fin du troisième trimestre de l'année 2005, le nombre total de sociétés immatriculées avait augmenté de 1,8 % par rapport à la même période de l'année précédente.

18. Le secteur de l'assurance a subi de lourdes pertes pendant la saison des ouragans de 2005, les assureurs en activité ayant perdu, selon les estimations, de 12 à 15 milliards de dollars des États-Unis, du fait principalement des demandes d'indemnités faisant suite aux ouragans Katrina et Rita. Six relativement petites compagnies ont déposé leur bilan à la suite de ces événements, mais les compagnies de plus grande taille devraient avoir reconstitué leur assise financière d'ici à la fin de 2005 et 12 nouvelles compagnies d'assurance ont été créées ou devraient l'être afin de tirer parti de primes d'assurance plus élevées⁷.

19. Il n'existe aucune banque centrale sur le territoire; l'Autorité monétaire des Bermudes (BMA) est l'organisme qui régit les banques et sociétés fiduciaires. Après avoir examiné la réglementation et le contrôle du secteur financier des Bermudes, le Fonds monétaire international (FMI) a conclu en 2005 que, malgré certains progrès réalisés dans le secteur bancaire, des lacunes subsistaient en ce qui concerne le

contrôle du secteur de l'assurance. Le FMI a notamment recommandé de modifier la législation de façon à accroître l'indépendance opérationnelle du contrôleur de la BMA et de renforcer le contrôle sur place et sur pièces qu'exerce la BMA sur le secteur bancaire. S'agissant du secteur de l'assurance, il est recommandé dans le rapport que les commissaires aux comptes indépendants soient davantage encadrés par la BMA et reçoivent des informations plus utiles de ce secteur d'activités. Le FMI a également indiqué que la BMA devrait être mieux à même de procéder à des vérifications sur place et sur pièces au moyen de systèmes informatiques plus perfectionnés. Les efforts déployés par les Bermudes dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ont été jugés satisfaisants par les auteurs du rapport. Le FMI a estimé que le cadre juridique actuel permettait de combattre d'éventuelles activités de blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme⁸.

20. Du fait du dynamisme de leur secteur financier offshore, qui se caractérise par des opérations de montants élevés, et de leur excellente infrastructure de télécommunications, les Bermudes sont tout naturellement amenées à jouer un rôle de premier plan en matière de commerce électronique. En 2005, le territoire a engagé son premier directeur du commerce électronique, afin de servir les intérêts des Bermudes dans ce domaine.

C. Tourisme

21. Comme cela a été indiqué en 2004 (A/AC.109/2004/14), le secteur touristique bermudien connaît un déclin depuis les années 80, essentiellement en raison de la concurrence de plus en plus âpre de destinations moins chères, de la croissance rapide des croisières et des fluctuations économiques internationales. En janvier 2006, l'*Economist Intelligence Unit* a indiqué que les sommes dépensées par les touristes aux Bermudes avaient diminué d'environ 25 % au cours des cinq dernières années⁷.

22. D'après le Ministère du tourisme, plus de 521 000 touristes ont visité les Bermudes en 2005⁹. Bien qu'il s'agisse là du nombre le plus élevé d'arrivées au cours des cinq dernières années, cette augmentation est en grande partie due aux passagers des bateaux de croisière, dont la contribution à l'économie locale est minime⁷. En vue de stimuler le secteur du tourisme, le Gouvernement prévoit d'attirer davantage de visiteurs au moyen de nouveaux vols à prix réduit, d'hôtels améliorés, de manifestations sportives et d'autres activités de loisirs⁹. Le Gouvernement s'est fixé pour objectif de comptabiliser en 2006 400 000 touristes arrivant par voie aérienne, ce qui représente une hausse importante par rapport aux 270 000 touristes qui sont arrivés par avion en 2005¹⁰.

D. Bâtiment

23. L'industrie du bâtiment bénéficie des investissements des secteurs privé et public. En 2004, ce secteur a continué d'enregistrer de bons résultats et certains analystes prévoient que cette tendance se poursuivrait pendant les cinq années à venir. Cependant, d'après les statistiques du Gouvernement, la croissance de ce secteur s'est ralentie au cours des trois premiers trimestres de l'année 2005, les nouveaux projets lancés pendant cette période s'élevant à 51,9 millions de dollars, contre 181,7 millions un an plus tôt. La valeur totale de l'ensemble des projets de

construction en cours en 2005 a toutefois augmenté par rapport aux chiffres de 2004¹¹. L'industrie du bâtiment continuera vraisemblablement à enregistrer de bons résultats, en raison de la hausse du budget consacré aux projets du secteur public, prévue dans le cadre du « programme social » du Gouvernement.

24. En dépit de la bonne santé de ce secteur, les Bermudiens les moins favorisés continuent de souffrir du manque manifeste de logements d'un coût modéré. Il est ressorti d'une enquête d'opinion sur le développement durable réalisée en 2005 que le logement était considéré comme le principal problème à long terme qui se posait aux Bermudes¹². Dans son discours sur le budget pour l'exercice 2005-2006, la Ministre des finances a annoncé que le logement abordable était l'un des cinq grands axes du « programme social » du Gouvernement. Elle a indiqué que le Gouvernement prévoyait de faire construire 160 logements dans le cadre d'un partenariat entre les secteurs public et privé, ainsi que des unités d'hébergement d'urgence supplémentaires.

E. Transports et communications

25. Les Bermudes sont dotées de systèmes de transport et de télécommunications d'excellente qualité. Elles sont desservies par un réseau d'environ 225 kilomètres de routes goudronnées et 400 kilomètres de routes privées. Les immatriculations de voitures ont augmenté de 70 % depuis 1980. D'après la Puissance administrante, le Département de la réglementation des transports a enregistré en 2004/05 des recettes de 24,7 millions de dollars, provenant en grande partie de l'immatriculation de véhicules et de l'octroi de licences. Il s'agit là d'une source de recettes importante pour le Gouvernement bermudien.

26. L'aéroport international des Bermudes a fait l'objet d'importants travaux d'amélioration depuis 2000. De nombreux vols réguliers relient les Bermudes au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

27. Le transport maritime de marchandises et de passagers rapporte environ 60 millions de dollars par an à l'économie des Bermudes. En juillet 2005, le Gouvernement a présenté deux projets d'aménagement du front de mer : le projet de modernisation des ports, qui vise à adapter les ports en activité de façon qu'ils puissent accueillir des paquebots géants, et la création d'une équipe spéciale chargée du front de mer, qui a pour mission d'aménager des espaces piétonniers et autres attractions¹³.

V. Questions militaires

28. Le territoire dispose d'un régiment de défense constitué de 400 militaires¹⁴; la population masculine adulte est soumise à la conscription et doit, pendant trois ans, participer à des exercices hebdomadaires et à un camp d'entraînement annuel.

29. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont fermé en 1995 les installations militaires dont ils disposaient aux Bermudes. En 2002, les États-Unis ont versé au Gouvernement bermudien 11 millions de dollars dans le cadre de l'extinction de l'Accord sur les terres de la base américaine, mais n'ont pas accordé d'indemnités pour ce que le Gouvernement bermudien estimait être d'importants dégâts écologiques dans certaines zones de la base. À ce jour, bon nombre d'installations

militaires ont été réaménagées dans le cadre de projets civils par la Société bermudienne de mise en valeur des terres¹⁵. Le Gouvernement s'est employé en particulier à mettre en valeur les terres de l'ancienne base dans la partie orientale de l'île connue sous le nom de Southside. Il envisage également diverses options pour réaménager le site de l'ancienne base de Morgan's Point. Les médias ont noté que l'utilisation qui était faite des terres continuait de susciter des préoccupations d'ordre environnemental¹⁶.

VI. Situation sociale

A. Généralités

30. Bien que le PIB des Bermudes soit parmi les plus élevés du monde, remédier aux inégalités de revenus est l'une des priorités du gouvernement actuellement en place. Conformément au « programme social » du Gouvernement, une augmentation des dépenses publiques consacrées aux initiatives sociales est prévue dans le budget 2005-2006.

B. Emploi

31. Bien que le chômage se soit maintenu au faible taux de 2,1 % en 2005, le Gouvernement bermudien a mis en place en novembre 2005 un système d'assurance chômage. Cette nouvelle prestation sociale est de durée limitée et est étroitement liée à la recherche d'un emploi et aux efforts de reconversion. On s'attend à ce que cette nouvelle assurance bénéficie principalement à la main-d'œuvre saisonnière de l'industrie hôtelière¹⁷.

32. Les Bermudes connaissant quasiment le plein-emploi et les Bermudiens étant tous couverts par le régime de retraite, la plupart des questions concernant l'emploi ont trait à la qualité des emplois proposés et aux répercussions qu'ont les travailleurs étrangers sur le marché du travail aux Bermudes. À la suite de plaintes pour discrimination raciale en matière d'emploi, déposées par des Bermudiens noirs, notamment dans le secteur des affaires internationales, la législature bermudienne a imposé en 2000 à toutes les sociétés employant plus de 10 personnes de présenter des renseignements détaillés sur la composition raciale de leur personnel, y compris sur les recrutements, les licenciements et les promotions. Ces réglementations constituent un aspect essentiel des politiques sociales du gouvernement actuellement en place.

C. Éducation

33. Aux Bermudes, l'éducation est obligatoire pour tous les enfants âgés de 5 à 16 ans. Elle est gratuite dans les écoles publiques. Le taux d'alphabétisation est élevé : 98 % des hommes et 99 % des femmes âgés de 15 ans et plus savent lire et écrire. Le Ministère de l'éducation et du développement régit le réseau d'établissements publics, qui comprend 2 établissements secondaires de deuxième cycle, 5 établissements secondaires de premier cycle, 18 écoles primaires, 12 écoles maternelles et 2 écoles d'enseignement spécial. Les diplômés de l'enseignement secondaire sont préparés à poursuivre leurs études au Bermuda College ou dans des

institutions étrangères, principalement au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni¹⁸.

34. Selon le recensement de 2000, 20 % des Bermudiens sont titulaires de diplômes universitaires. Toutefois, ce recensement a également révélé d'importantes disparités entre les élèves blancs, qui sont inscrits pour les trois quarts dans des écoles privées, et les élèves noirs, qui fréquentent les établissements publics. La baisse de niveau des établissements publics des Bermudes est fréquemment mentionnée dans les médias. En 2005, seuls 53 % des élèves des écoles publiques ont obtenu leur diplôme d'études secondaires¹⁹.

D. Santé

35. L'espérance de vie des habitants des Bermudes est comparable à celle d'autres pays à revenu élevé de l'hémisphère occidental. En 2000, elle était de 80,44 ans pour les femmes et de 74,74 ans pour les hommes. L'espérance de vie des Noirs est toutefois inférieure de près de quatre ans à celle des Blancs²⁰.

36. Il n'existe aucun système global public d'assurance de santé, bien que tous les travailleurs cotisent obligatoirement à une assurance pour soins hospitaliers, qu'ils soient salariés ou établis à leur compte. Néanmoins, quasiment tous les habitants sont assurés et certains le sont par plus d'une compagnie. Les deux hôpitaux du territoire, le King Edward VII Memorial Hospital et le Mid-Atlantic Wellness Institute, sont administrés par le Conseil hospitalier des Bermudes, organisme public financé par le Gouvernement²¹.

37. L'espérance de vie très élevée et le taux de mortalité infantile et maternelle extrêmement bas des Bermudes témoignent de la grande qualité des soins de santé qui y sont offerts. À en juger par certaines disparités en matière d'espérance de vie, de couverture d'assurance et de répartition du financement des soins de santé, dont pâtissent notamment les ménages à faible revenu, ceux ayant à leur tête une personne âgée et les familles noires, il existe cependant des îlots d'inégalité. Le Conseil sanitaire des Bermudes, créé par une loi de 2004, a été chargé de remédier à ces problèmes et d'autres ayant trait au système de santé²². Le Conseil devrait devenir opérationnel en 2006.

38. Malgré le taux d'incidence élevé du sida aux Bermudes, la généralisation des traitements antirétroviraux a permis de réduire de moitié le nombre de décès dus au sida entre 2000 et 2002²². En conséquence, il n'y a eu, d'après les autorités sanitaires des Bermudes, que trois décès attribués à cette maladie en 2004, soit une réduction notable par rapport à l'année 2002, où l'on avait recensé 14 décès. Le VIH/sida continue toutefois de frapper de façon anormalement importante les Bermudiens noirs²³.

E. Droits de l'homme et questions connexes

39. Il a été noté dans le rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes, publié en août 2005, que la question des relations interraciales était une composante de la situation sociale, économique et politique des Bermudes qui avait toujours existé, bien qu'elle ait été rarement reconnue. Dans le discours prononcé à l'ouverture de la session parlementaire de novembre 2005, le Gouvernement a

reconnu que les relations interraciales continuaient d'influencer la vie des Bermudiens. Il s'est engagé à soutenir la Commission des droits de l'homme et la Commission pour l'unité et l'égalité raciales (CURE) dans le cadre d'un grand projet d'amélioration des relations interraciales. L'organisation Citizens Uprooting Racism in Bermuda (CURB) a été chargée de recommander des stratégies concrètes et réalisables visant à éliminer le racisme, et une modification des règlements de la Commission pour l'unité et l'égalité raciales obligera les grandes sociétés à examiner leurs politiques afin de veiller à supprimer les obstacles d'ordre racial à l'égalité des chances.

F. Criminalité

40. Les Bermudes disposent d'environ 450 policiers à temps complet et de plusieurs centaines de policiers réservistes à temps partiel. À la suite d'une hausse de la criminalité en 2003 et 2004, la réglementation relative au port d'armes a été durcie et des peines plus lourdes en cas d'infractions liées à la drogue et aux armes ont été introduites en juillet 2005. Des lois ont également été adoptées en vue d'améliorer les procédures d'arrestation et de détention et de renforcer l'action de ceux qui procèdent aux enquêtes criminelles et recueillent les pièces à conviction⁷.

41. Cependant, les statistiques de fin d'année de la police font état d'une hausse globale d'environ 12 % de la criminalité en 2005, les effractions et les vols qualifiés ayant respectivement augmenté de 20 % et 40 %. D'après les services de police des Bermudes, la majorité des crimes et délits commis sur le territoire sont imputables à un petit groupe d'environ 50 récidivistes²⁴.

G. Environnement

42. D'après la Puissance administrante, une série de mesures législatives relatives à l'environnement a été proposée en 2005, dans le cadre de l'initiative du Gouvernement en faveur du développement durable. Il s'agit notamment de la loi intitulée *Clean Air Amendment Act* (loi portant modification de la loi sur la propreté de l'air), promulguée le 31 décembre 2005; du document intitulé *White Paper on Marine Environment and Fishing Industry in Bermuda* (Livre blanc sur l'environnement maritime et l'industrie de la pêche aux Bermudes), qui a été présenté en juillet 2005 et rendu public afin que la population puisse faire part de ses commentaires; de la réglementation intitulée *Anti-Fouling Paints Prohibition Regulation* (Réglementation relative à l'interdiction des peintures antisalissure); du décret intitulé *Fisheries (Protected Areas) Order* (décret relatif aux pêcheries dans les zones protégées), visant à protéger une importante zone de frai située au large de la côte est des Bermudes; des réglementations intitulées *Care and Protection of Animals (Commercial Horse Stables) Licensing Regulations* [réglementations relatives à l'octroi de licences pour les soins et la protection des animaux (écuries commerciales)] et de l'avant-projet de propositions relatives à l'utilisation et à la gestion des terres de Cooper's Island, présenté en mai 2005, qui vise à protéger environ 31 hectares d'espace libre, poumon vert d'une île de plus en plus développée.

VII. Relations avec les organisations et mécanismes internationaux

43. Les Bermudes sont actuellement membre associé de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). D'après les documents soumis par le PLP à la Commission pour l'indépendance des Bermudes, ce parti serait favorable, en cas d'accession à l'indépendance, à l'admission des Bermudes au sein de l'Organisation des Nations Unies et du Secrétariat du Commonwealth⁵. En ce qui concerne la CARICOM, le PLP n'envisagerait d'en devenir membre de plein droit qu'à condition que les Bermudes ne fassent partie ni du marché et de l'économie uniques des Caraïbes, autorisant la libre circulation de la population, ni de la Cour de justice des Caraïbes. Le PLP envisagerait également de faire en sorte que les Bermudes deviennent membre du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Organisation des États américains, de l'Accord de libre-échange nord-américain et de la Banque interaméricaine de développement.

VIII. Statut politique futur du territoire

44. Comme cela a été indiqué au paragraphe 9 ci-dessus, le mécanisme devant permettre de déterminer les vœux de la population bermudienne au sujet de l'indépendance, au moyen d'élections générales ou d'un référendum, demeure l'une des questions essentielles sur lesquelles divergent les principaux partis²⁵.

45. Lors de la réunion de l'Overseas Territories Consultative Council (OTCC) (Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer) tenue à Londres en septembre 2004, les représentants des territoires d'outre-mer ont cherché à savoir si le Royaume-Uni était favorable à l'exercice par les territoires de leur droit à l'autodétermination dans le cadre « d'élections ou d'un référendum ». Au début de l'année 2005, le Secrétaire d'État parlementaire du Royaume-Uni, Bill Rammell, a fait parvenir aux Gouverneurs des territoires un mémorandum expliquant la politique britannique, dont le texte était le suivant :

« L'octroi de l'indépendance par le Royaume-Uni nécessitant l'accord préalable du Parlement (du Royaume-Uni), le Gouvernement britannique doit avoir la certitude que l'accession d'un territoire à l'indépendance se fonde sur le souhait de sa population, exprimé clairement et dans le respect de la Constitution. L'accession à l'indépendance est une décision fondamentale. Au Royaume-Uni, les grandes questions constitutionnelles de cet ordre font de plus en plus souvent l'objet d'un référendum. À ce jour, le Gouvernement du Royaume-Uni estime qu'un référendum constituerait le meilleur moyen de sonder l'opinion de la population des territoires pour lesquels l'indépendance est une possibilité. La décision finale sur le recours à un référendum et sur la forme que prendrait ce référendum devrait être prise par le Royaume-Uni au cas par cas, en fonction des caractéristiques propres à chaque territoire. »

46. En janvier 2005, le Gouvernement bermudien a créé la Commission pour l'indépendance des Bermudes. Il a déclaré qu'il entendait créer une commission indépendante et représentative de l'ensemble des Bermudiens et que cette commission serait chargée d'éduquer, d'informer et d'encourager la consultation et le débat sur le sujet de l'indépendance des Bermudes. La Commission comprend 14 membres nommés par le Premier Ministre, dont des représentants de syndicats et

d'organisations ainsi que des particuliers. Le parti de l'opposition, l'UBP, a refusé d'être officiellement membre de la Commission. Toutefois, deux de ses anciens représentants prennent part à ses travaux à titre individuel.

47. En juin 2005, une représentante du Gouvernement bermudien et membre de la Commission pour l'indépendance, Dianna Kempe, a pris la parole devant le Comité spécial de la décolonisation (voir A/AC.109/2005/SR.9). Elle a mentionné les différentes possibilités constitutionnelles qui s'offrent aux Bermudes ainsi que les problèmes sociaux que connaît sa population. Elle a indiqué qu'il n'existait pas d'impératif financier justifiant le changement ni d'impasse réelle avec la Puissance administrante. De nombreux habitants ne percevaient pas d'influence britannique ou en percevaient peu et ne voyaient pas pourquoi il faudrait changer tandis que d'autres considéraient que l'indépendance était la dernière étape nécessaire pour se libérer totalement de l'esclavage, du colonialisme et de la ségrégation. Les uns et les autres étaient convaincus de la justesse de leurs vues. Le travail d'éducation entrepris par la Commission n'avait peut-être pas fait changer beaucoup de gens d'avis mais il avait au moins clarifié le sens que revêtait l'indépendance pour les Bermudes et pour ses habitants.

48. À la suite de six mois de consultations internationales, d'enquêtes et de réunions publiques, la Commission pour l'indépendance des Bermudes a publié son rapport en août 2005⁵. Il est noté dans ce rapport que la Commission entendait faire voler en éclats les mythes et idées fausses concernant l'indépendance. S'agissant du recours soit à des élections générales soit à un référendum pour sonder l'opinion publique au sujet de l'indépendance, la Commission a conclu qu'il incombait aux deux partis politiques de faire connaître les mérites respectifs de chaque méthode. Les auteurs du rapport ont étudié le statut constitutionnel actuel des Bermudes et analysé l'évolution, en cas d'accession à l'indépendance, de questions telles que l'économie, la citoyenneté, la nomination de fonctionnaires, la sécurité intérieure et la défense et le coût de cette décision (les estimations varient entre 5 et 14 millions de dollars par an, ce deuxième chiffre étant équivalent à 2 % des recettes du Gouvernement). Ils ont indiqué que l'indépendance ne réglerait pas à elle seule les problèmes sociaux auxquels étaient confrontées les Bermudes et n'entraînerait pas non plus l'exode des sociétés d'affaires internationales. La Commission pour l'indépendance des Bermudes a recommandé au Gouvernement d'entamer un dialogue national visant à définir le type de gouvernement, la constitution et les idées connexes qu'il proposait pour des Bermudes indépendantes. La Commission a également recommandé au Gouvernement de s'entretenir avec la Bermuda International Business Association et l'Insurance Development Council afin de veiller à ce que les mythes qui entourent l'indépendance soient bien dissociés de la réalité et à ce que le même message soit diffusé auprès de sociétés susceptibles de s'intéresser aux Bermudes. En outre, de nombreux Bermudiens redoutant apparemment de devoir renoncer à la citoyenneté britannique, la Commission a instamment demandé au Gouvernement d'étudier par quel moyen il serait possible de maintenir la citoyenneté britannique en cas d'accession à l'indépendance. En ce qui concerne l'incidence des relations interraciales sur les attitudes à l'égard de l'indépendance, la Commission a fortement recommandé au Gouvernement d'entamer un processus de vérité et de réconciliation visant à instaurer l'égalité des chances et une véritable cohésion sociale. En dernier lieu, la Commission a demandé au Gouvernement d'obtenir auprès du Royaume-Uni la liste complète de

toutes les obligations qui incombent aux Bermudes en vertu de traités internationaux et d'examiner les possibilités d'admission au sein des organisations internationales.

49. En novembre 2005, lors du discours annuel d'ouverture du Parlement des Bermudes (aussi appelé Discours du Trône), le Gouvernement bermudien a tenu le discours suivant sur l'indépendance :

« La Commission pour l'indépendance des Bermudes a clairement indiqué à cette communauté que si le passage à la souveraineté s'effectuait de manière ouverte et transparente, les sociétés d'affaires internationales ne quitteraient pas nos côtes, le dollar ne perdrait pas de sa valeur et notre statut et nos relations avec nos voisins d'outre-mer ne seraient pas menacés. L'indépendance était donc une progression naturelle pour un territoire parvenu à maturité comme les Bermudes. »

50. Les Bermudiens ont ensuite appris par ce discours qu'à la suite d'une série de réunions publiques visant à faire connaître les conclusions auxquelles la Commission pour l'indépendance était parvenue, le Gouvernement présenterait un livre vert qui ferait l'objet de débats au sein de l'Assemblée et, à terme, un livre blanc énonçant les propositions de politique générale du Gouvernement pour des Bermudes indépendantes. Le discours se terminait de la façon suivante :

« À l'heure actuelle, le rôle des Bermudes sur la scène internationale est assumé par d'autres. Le Gouvernement britannique se prononce au nom des Bermudes sur des questions de politique internationale; l'influence économique des Bermudes à l'étranger dépend du secteur financier. Le Gouvernement [bermudien] estime que l'heure est venue pour les Bermudes de s'entraîner à parler de leur propre voix et d'écrire elles-mêmes leur scénario. Les Bermudiens doivent se préparer à jouer de nombreux rôles. Ils doivent élargir leurs horizons. Faisons en sorte que l'histoire retienne que les Bermudes ont su reconnaître le défi de l'avenir et l'ont relevé! »

51. Les questions relatives à l'indépendance et au mécanisme utilisé pour s'enquérir des souhaits de la population du territoire en la matière continuent de faire l'objet de controverses. Les médias ont indiqué que certains secteurs estimaient que le rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes prenait parti pour le Gouvernement²⁶. Toutefois, un sondage réalisé au début de 2006 révélait que le nombre de partisans de l'indépendance avait augmenté, presque 24 % des Bermudiens y étant favorables contre 16 % en novembre 2005⁴. Ultérieurement, en février 2006, le groupe Bermudians for Independence (Bermudiens pour l'indépendance), qui a recueilli plus de 15 000 signatures demandant que la question de l'indépendance soit réglée par référendum, a déclaré qu'il était prêt à organiser une marche sur le Parlement et à porter la question à l'attention du Royaume-Uni si aucune suite n'était donnée à sa demande²⁷.

A. Position de la Puissance administrante

52. Les membres de la Commission pour l'indépendance des Bermudes se sont entretenus à Londres du 14 au 16 mars 2005 avec des représentants du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, afin d'examiner toute une série de questions relatives au statut constitutionnel des Bermudes, ainsi qu'aux répercussions éventuelles de l'indépendance. La réponse écrite officielle du

Ministère, en date du 6 mai 2005, figure dans le rapport final de la Commission²⁸. Elle comprend une déclaration de principe sur la question des élections ou du référendum (voir par. 45 ci-dessus) et présente les vues du Royaume-Uni sur des thèmes tels que la législation, la citoyenneté, les questions maritimes et aériennes, la défense, la succession à l'égard des traités et l'admission à l'ONU et les conséquences qu'aurait l'indépendance sur ces questions. Elle réitère également la position du Royaume-Uni, selon laquelle ni l'intégration ni la libre association ne sont des possibilités offertes aux territoires. Il y est également indiqué que le Royaume-Uni ne se sent pas tenu par les trois modalités d'auto-administration énoncées dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, et considère qu'il est beaucoup plus important de parvenir à un mécanisme constitutionnel qui soit jugé acceptable par le territoire et le Royaume-Uni.

53. Dans la déclaration qu'il a prononcée lors de la 2^e séance de la Quatrième Commission, le 5 octobre 2005, dans le cadre de la soixantième session de l'Assemblée générale (voir A/C.4/60/SR.2), le représentant du Royaume-Uni a déclaré que les consultations entre son pays et ses 10 territoires d'outre-mer se poursuivaient. La septième réunion annuelle du Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer aurait lieu à Londres en octobre 2005. Le Conseil permet aux ministres principaux démocratiquement élus et à leurs homologues des territoires de s'entretenir avec des ministres du Gouvernement britannique sur diverses questions, dont les relations entre le Royaume-Uni et les territoires, la mise à jour des constitutions, la bonne gouvernance et des thèmes ayant trait à l'environnement ainsi qu'aux obligations internationales incombant au Royaume-Uni.

54. Le Gouvernement britannique se félicite des progrès réalisés dans le processus de révision de la Constitution. Des débats fructueux ont eu lieu entre des représentants du Royaume-Uni et des représentants de Gibraltar, de Montserrat et des îles Turques et Caïques. À Sainte-Hélène, un projet de constitution révisée a été rejeté au terme d'une consultation et ce territoire examine actuellement quelle voie suivre désormais. Des échanges approfondis ont eu lieu avec la Commission pour l'indépendance créée aux Bermudes afin d'analyser les répercussions de toute marche vers l'indépendance; à la demande de la Commission, le Gouvernement britannique a élaboré un rapport dans lequel il énonce sa position sur un certain nombre de questions (voir par. 52 ci-dessus), qui est actuellement examiné par le Gouvernement bermudien.

55. Le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son gouvernement continuait d'appuyer des projets visant à renforcer les capacités locales et à promouvoir un développement durable et une bonne gouvernance dans ses territoires d'outre-mer. Le Programme d'activités environnementales dans les territoires d'outre-mer continue d'appuyer la mise en œuvre des chartes relatives à l'environnement pour les territoires. Le Gouvernement britannique continue également d'aider ses territoires d'outre-mer à renforcer leurs relations avec la Commission européenne et à bénéficier plus aisément des mesures d'aide au développement et d'assistance économique et commerciale de l'European Union Overseas Countries and Territories Overseas Association (Association de l'Union européenne et des territoires et pays d'outre-mer). Il poursuit en outre sa coopération informelle avec le Comité spécial; c'est dans ce contexte qu'une visite a été effectuée aux Bermudes afin d'examiner les progrès réalisés en vue de radier ce territoire de la liste des territoires non autonomes du Comité.

56. En ce qui concerne le Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer, qui s'est réuni à Londres en octobre 2005, d'après des renseignements fournis par la Puissance administrante conformément à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte, de fructueux débats ont eu lieu sur les relations entre le Royaume-Uni et les territoires d'outre-mer et les progrès réalisés en matière de mise à jour des constitutions, compte tenu comme précédemment de la situation propre à chaque territoire. Parmi les autres thèmes traités figuraient les relations extérieures, la bonne gouvernance, l'application des lois, les services financiers, les transports, le développement durable et les relations avec l'Union européenne. Le Ministère du développement international a organisé avec le Conseil consultatif pour les territoires d'outre-mer des tables rondes sur les droits de l'homme et la gestion des catastrophes.

B. Examen de la question par l'Organisation des Nations Unies

57. Comme indiqué au paragraphe 10 ci-dessus, le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU a envoyé une mission spéciale aux Bermudes en mars et en mai 2005, à l'invitation de la Commission pour l'indépendance des Bermudes et avec l'assentiment de la Puissance administrante. Les membres de la Mission spéciale ont rencontré des représentants de la Commission, ainsi que le Premier Ministre des Bermudes, des membres du Cabinet, les dirigeants du parti de l'opposition de l'UBP, et le Gouverneur du territoire et ont également participé à six réunions publiques organisées en différents lieux. Dans son rapport (A/AC.109/2005/19), la Mission spéciale a conclu que la population des Bermudes et ses dirigeants politiques n'avaient pas une connaissance suffisante du rôle du droit international dans le processus d'autodétermination et du rôle important que le système des Nations Unies pouvait jouer pour appuyer ce processus. Comme la position de la Puissance administrante concernant l'absence de certains choix politiques différait sensiblement de la position adoptée par consensus dans les résolutions de l'ONU, qui confirment une gamme plus vaste de solutions politiques légitimes, la Mission spéciale des Nations Unies a cherché à apporter quelques éclaircissements à ce sujet, ainsi que sur les conditions minimales à remplir pour pouvoir être considéré comme un territoire autonome et sur le rôle incombant à l'Organisation des Nations Unies en vertu du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies. La Mission spéciale s'est également penchée sur l'important clivage racial qui divise la société bermudienne et sur la nécessité d'une réconciliation nationale, importante pour l'avenir du territoire, quel que soit son futur statut politique.

58. Un représentant de la Commission pour l'indépendance des Bermudes, Michael Winfield, et un expert du territoire, Walton Brown, ont assisté au Séminaire régional pour les Caraïbes du Comité spécial de la décolonisation, organisé à Saint-Vincent-et-les Grenadines du 17 au 19 mai 2005 (voir A/60/23). Un représentant de la Commission pour l'indépendance des Bermudes a rappelé la création, la composition et la mission de la Commission, ainsi que les modalités d'un débat national sur l'indépendance qui ferait suite à l'élaboration du rapport de la Commission. L'expert a fait part de ses réflexions sur les différentes options en matière d'autodétermination et leur applicabilité aux territoires administrés par le Royaume-Uni.

59. Comme cela a été mentionné au paragraphe 47 ci-dessus, le 16 juin 2005, lors de la 9^e séance du Comité spécial de la décolonisation, une représentante du Gouvernement bermudien et membre de la Commission pour l'indépendance,

Dianna Kempe, a pris la parole devant le Comité (voir A/AC.109/2005/SR.9). Plusieurs étudiants bermudiens lauréats du concours du meilleur essai consacré à l'indépendance se sont également exprimés; ils ont décrit ce concours, ainsi que les raisons qui les avaient amenés à se faire une opinion sur la question de savoir si les Bermudes devraient ou non accéder à l'indépendance.

60. Le 8 décembre 2005, l'Assemblée générale a adopté les résolutions 60/117 A et B sans les mettre aux voix; la section III de la résolution 60/117 B est expressément consacrée aux Bermudes.

Notes

- ¹ Les renseignements communiqués dans le présent document de travail sont tirés d'informations transmises au Secrétaire général par le Gouvernement britannique conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, ainsi que de sources officielles du Gouvernement bermudien et d'autres publications.
- ² *The Royal Gazette*, 26 avril 2005.
- ³ Service des statistiques du Gouvernement bermudien.
- ⁴ *The Royal Gazette*, 31 janvier 2006.
- ⁵ Rapport de la Commission pour l'indépendance des Bermudes, août 2005.
- ⁶ Déclaration budgétaire du Gouvernement bermudien pour l'exercice 2005-2006, 18 février 2005.
- ⁷ Economist Intelligence Unit, Bermuda: Country report, janvier 2006.
- ⁸ Fonds monétaire international, rapport de pays du FMI, n° 05/98, *Bermuda: Assessment of the Supervision and Regulation of the Financial Sector – vol. I – Review of Financial Sector Regulation and Supervision*, janvier 2005.
- ⁹ *Bermuda Sun*, 27 janvier 2006.
- ¹⁰ *Bermuda Sun*, 1^{er} février 2006.
- ¹¹ *The Royal Gazette*, 28 décembre 2005.
- ¹² *The Royal Gazette*, 20 décembre 2005.
- ¹³ *The Bermuda Sun*, 5 juillet 2005.
- ¹⁴ *The Royal Gazette*, 13 février 2006.
- ¹⁵ <Bermudaonline.org/milquit.htm>.
- ¹⁶ *The Royal Gazette*, 28 novembre 2005 et 2 décembre 2005.
- ¹⁷ *The Royal Gazette*, 16 novembre 2005.
- ¹⁸ <www.gov.bm>.
- ¹⁹ *The Royal Gazette*, 25 novembre 2005.
- ²⁰ *Bermuda Health Systems and Service Profile*, docteur Marcelo Ramella, mars 2005.
- ²¹ Organisation panaméricaine de la santé, *Bermuda Country Health Profile*, <<http://www.paho.org/english/sha/prflber.htm>>.
- ²² Caribbean Epidemiology Centre PAHO/WHO 2003, cité dans *AIDS Epidemic Update, UNAIDS/WHO*, décembre 2005.
- ²³ *The Royal Gazette*, 25 février 2005.

²⁴ *The Royal Gazette*, 9 février 2006.

²⁵ *Bermuda Sun*, 17 décembre 2004, “A Country Divided”.

²⁶ The Economist Intelligence Unit, Bermude Commission Report, janvier 2006, *The Royal Gazette*, 1^{er} janvier 2006.

²⁷ *The Royal Gazette*, 3 février 2006.

²⁸ <www.bermudaindependencecommission.bm>, annexe n° 5.